

**RAPPORT N° 97/3-05
au Conseil Municipal**

OBJET

**DECISION MODIFICATIVE N° 1/97 AU BUDGET ANNEXE
DE L'EAU POUR L'EXERCICE 1997**

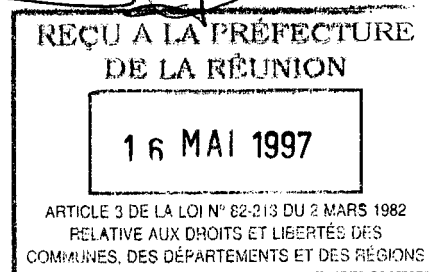
La Décision Modificative qui vous est proposée porte à la fois sur les Sections d'Investissement et d'Exploitation du Budget.

Cependant les modifications apportées n'ont aucune incidence sur le montant global de chaque Section.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



**LE MAIRE
Michel TAMAYA**



**DELIBERATION N° 97/3-05
du Conseil Municipal
en séance du lundi 12 mai 1997**

OBJET

**DECISION MODIFICATIVE N° 1/97 AU BUDGET ANNEXE
DE L'EAU POUR L'EXERCICE 1997**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (ancien Code des Communes) ;

Sur le RAPPORT n° 97/3-05 du Maire ;

Vu le rapport de Madame Nicole CHAUVET, Conseillère Municipale, présenté au nom de la Commission Entreprise Municipale/Finances ;

Sur l'avis favorable de ladite Commission ;

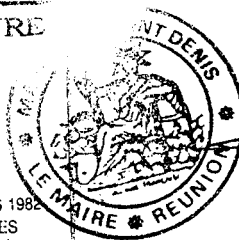
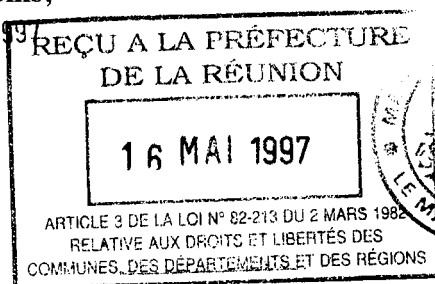
**APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Autorise le Maire à procéder à la Décision Modificative n° 1 au Budget Annexe 1997 de l'Eau, conformément aux tableaux joints en annexe.

Fait à Saint-Denis,

le 16 MAI 1997

**LE MAIRE
Michel TAMAYA**



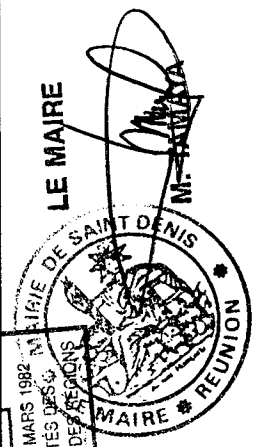
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N°1/97

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'Investissement

COMPTE	LIBELLES	DEPENSES	RECETTES
005	Autofinancement complémentaire de la section investissement		-150 000,00
131201	Subvention contrat développement AEP		150 000,00
TOTAL.....		0,00	0,00

RECU A LA PREFECTURE
DE LA REUNION
16 MAI 1997



Vu par le Conseil Municipal
en séance du 12 MAI 1997

DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N°1/97

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

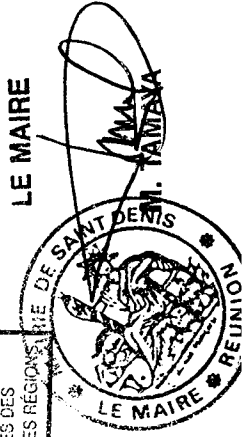
Section d'Exploitation

COMPTE	LIBELLES	DEPENSES	RECETTES
006	Autofinancement de la section investissement	-150 000,00	
618	Divers services extérieurs	150 000,00	
TOTAL.....		0,00	0,00

REÇU A LA PRÉFECTURE
DE LA RÉUNION

.....16 MAI 1997.....

ARTICLE 3 DE LA LOI N° 82-213 DU 2 MARS 1982
RELATIVE AUX DROITS ET LIBERTÉS DES
COMMUNES, DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS



Vu par le Conseil Municipal
en séance du 12 MAI 1997